



DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION A L'ETRANGER REGROUPES AU SEIN DE L'ADC-IKIBIRI

1. Nous, membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger, regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI, avons appris que Monsieur Alexis Sinduhije, Président du parti MSD, membre de l'ADC-Ikibiri a été relâché par la Tanzanie ce 24/01/2012.
2. Sa libération nous réjouit et nous interpelle à juste titre d'adresser nos sincères remerciements et reconnaissances aux autorités tanzaniennes et plus particulièrement au Président S.E Docteur Jakaya Mlisho Kikwete. Notre ferme confiance à l'égard de la Tanzanie de ne pas tomber dans le piège de la manipulation du pouvoir dictatorial de Bujumbura et pour que le citoyen burundais Alexis Sinduhije retrouve rapidement sa liberté était bien fondée et n'a pas été un vain mot.
3. Nos remerciements vont également à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué de près ou de loin pour que Monsieur Alexis Sinduhije arrêté dans des conditions obscures et injustes soit traité humainement et libéré le plus tôt possible.
4. D'aucuns ont été étonnés par l'attitude de double langage du pouvoir de Bujumbura qui niait être derrière cette arrestation au moment où le porte-parole de la Cour suprême affirmait que la justice burundaise recherchait cet opposant politique depuis 4 mois. Il a annoncé publiquement par la voix des ondes qu'elle attendait même son extradition. Quelle honte!
5. Nous profitons de cette occasion pour nous inscrire en faux contre le récent rapport des « experts » des Nations Unies sur l'Est du Congo, qui vraisemblablement s'est documenté auprès des services de renseignements burundais, pour incriminer certains leaders de l'opposition burundaise de participer à une « rébellion naissante ». C'est un rapport qui contient des informations erronées que tout lecteur détecte facilement! L'ADC-Ikibiri tient à rassurer de nouveau que la voie pacifique par le dialogue inclusif reste son principe sacro-saint.
6. Nous demandons à la population burundaise toute entière de rester vigilante et sereine, de ne pas céder aux sollicitations divisionnistes du pouvoir

Nkurunziza et d'œuvrer dans la voie de la recherche du vrai dialogue interburundais. La vraie démocratie et le développement harmonieux en seront les corollaires.

7. Nous demandons au Gouvernement Burundais de ne pas gaspiller l'argent du contribuable citoyen burundais en l'utilisant pour chasser les fils et les filles du pays. Les premiers gestes rassurants incluraient entre autres, la libération immédiate de tous les prisonniers politique et d'opinion, l'abandon du plan de harcèlement et d'extermination des membres de l'opposition, connu sous le code de « plan safisha».
8. Le gouvernement doit également procéder dans l'immédiat à la restitution du parti FNL à Monsieur Agathon RWASA et ses collaborateurs, seuls leaders légaux et légitimes du parti FNL. En outre il faut que le ministre de l'intérieur cesse de s'ingérer dans les affaires internes du parti UPD.
9. A la Communauté Internationale, nous demandons de faire une concrète pression sur le Président Nkurunziza afin de démarrer et faire aboutir ce dialogue dans l'ultime but de créer l'espace de libre action politique et le retour effectif des leaders de l'opposition. Ce qui conduirait à l'établissement d'une vraie démocratie et la stabilité politique du Burundi pour l'intérêt supérieur du peuple burundais et servirait de modèle pour toute la sous-région

Fait à Bruxelles, le 25/01/2012
Pour l'ADC-Ikibiri à l'Etranger
Aimé Magera, Coordinateur